

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 1er juin au 5 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Djibouti** : Le pays sollicite le soutien financier de l'Éthiopie pour construire un dépôt pétrolier à Damerjog
- ❖ **Éthiopie** : Libéralisation du secteur logistique
- ❖ **Kenya** : Révision de la formule de calcul des prix des carburants

LE CHIFFRE A RETENIR

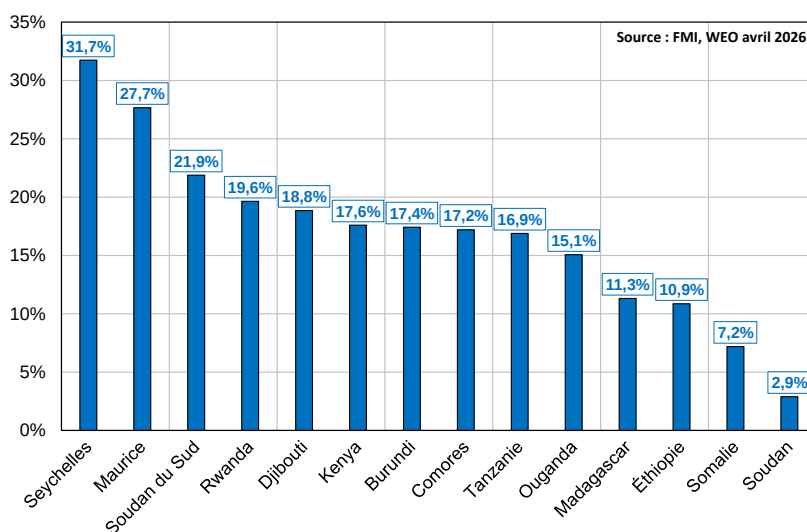
1 Md USD

ÉTHIOPIE : MONTANT DE L'EURO-
OBLIGATION DONT LA RESTRUCTURATION
RESTE BLOQUEE APRES LE REJET DE LA
DERNIERE OFFRE PAR LES CREANCIERS PRIVES

Le graphique de la semaine

AEOI : Recettes des États en 2025

- en % du PIB -



Les recettes publiques constituent un indicateur clé de la capacité des États à mobiliser des ressources domestiques et à financer leurs politiques publiques. Plusieurs pays de la région sont en phase d'adoption des projets de budget pour l'année fiscale 2026/27. En 2025, les Seychelles affichaient le ratio de recettes le plus élevé de la zone (31,7 % du PIB) devant Maurice, les deux économies les plus développées de la zone. Le Soudan du Sud bénéficie d'un niveau de recettes publiques élevé en raison de ses recettes pétrolières. À l'inverse, l'Éthiopie (10,9 % du PIB), la Somalie (7,2 %) et le Soudan (2,9 %) enregistrent les niveaux les plus faibles. Alors que plusieurs pays poursuivent des efforts de consolidation budgétaire et de renforcement de leurs administrations fiscales, ces écarts pourraient évoluer dans les prochaines années.

REGIONAL

ITC et Equity Group signent un accord pour soutenir le café, le cuir et la création

Le 2 juin 2026, le Centre du commerce international (ITC) et la banque kényane Equity Group Holdings ont signé un protocole d'accord destiné à « stimuler une croissance économique inclusive en Afrique de l'Est », en commençant par un projet pilote au Kenya jusqu'en décembre 2026, avant une expansion régionale à partir de 2027. L'accord associe l'expertise commerciale de l'ITC au réseau financier panafricain d'Equity et à son Plan de redressement et de résilience pour l'Afrique (ARRP) en six piliers. Trois secteurs sont ciblés. Dans le café, les producteurs seront formés à la logistique d'exportation, à la gestion des risques de prix et à la qualité des cafés de spécialité, avec une aide aux exportateurs pour se mettre en conformité avec le Règlement européen sur la déforestation (RDUE). Dans le cuir, le partenariat appuie la révision de la Stratégie Cuir de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) 2020-2030, prévoit un accompagnement en design de mode pour les PME et l'accès au commerce électronique via Etsy et Shopify. Dans les industries créatives, couvrant musique, cinéma, mode et artisanat, la priorité va d'abord à une cartographie sectorielle, puis au développement commercial et l'identification de solutions de financement adaptées.

Spiro lève 215 M USD pour accélérer son expansion en Afrique dans la mobilité électrique

Le 1er juin 2026, le fabricant et exploitant de réseaux de motos électriques Spiro a annoncé une levée de fonds en actions de 215 M USD afin d'accélérer le déploiement de son réseau de mobilité électrique et d'échange de batteries en Afrique. L'opération, menée par Impact Fund Denmark aux côtés de la maison mère de Spiro, Equitane, servira à financer l'expansion des infrastructures d'échange de batteries, le renforcement des capacités industrielles et d'assemblage, le développement technologique, ainsi que l'entrée sur de nouveaux marchés, la République démocratique du Congo et l'Éthiopie. Cette annonce intervient après l'acquisition par Spiro de la société d'ingénierie britannique Coexlion, visant à améliorer la conception des motos et leur adaptation aux marchés africains. Basée

opérationnellement à Nairobi, l'entreprise est active au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, au Nigeria, au Togo, au Bénin et au Cameroun. Son usine de Nairobi peut produire jusqu'à 50 000 motos par an et est complétée d'une unité de recyclage de batteries au Nigeria. Spiro revendique plus de 100 000 motos électriques déployées et plus de 2500 stations d'échange de batteries, ce qui en fait le premier opérateur africain du secteur.

IFC prévoit d'investir 25 M USD dans Virunga Africa Fund II

La Société financière internationale (IFC) propose un investissement en fonds propres pouvant atteindre 25 M USD dans Virunga Africa Fund II, un véhicule de capital-investissement de 500 M USD géré par Admaius Capital Partners à Kigali, avec approbation du conseil attendue le 10 juin 2026. L'IFC envisage aussi une enveloppe de co-investissement allant jusqu'à 10 M USD pour soutenir des transactions. Le fonds cible 10 à 12 entreprises africaines, avec des tickets de 15 à 50 M USD, dans la santé, l'éducation, les biens de consommation, les infrastructures numériques et les services financiers. Admaius Capital Partners opère depuis Kigali et dispose de bureaux en Égypte, Kenya, Maroc, Afrique du Sud, Tunisie et Royaume-Uni, ciblant l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Rwanda et l'Afrique du Sud. Le fonds s'appuie sur Virunga Africa Fund I, qui a atteint une première levée de fonds d'environ 250 M USD avant de progresser à environ 280 M USD, soutenu par le Rwanda Social Security Board (RSSB) et la Qatar Investment Authority (QIA).

COMORES

Légère baisse de la dette publique en 2025

Selon le Bulletin statistique de la dette du ministère des Finances des Comores, l'encours de la dette de l'administration centrale du pays s'est établi à 217,7 Md KMF (442,6 M EUR) à la fin 2025 (soit 27,5 % du PIB), en baisse de -1,9 % par rapport à la fin 2024. La dette publique est demeurée majoritairement externe, celle-ci représentant 81,4 % de l'encours total, contre 18,6 % pour la dette interne. Les créanciers multilatéraux concentrent 51 % de la dette extérieure, devant les créanciers bilatéraux (46 %) et les banques commerciales étrangères (3 %). A la fin décembre 2025, les quatre principales devises dans lesquelles la dette publique est libellée étaient les DTS (19 %), le franc comorien (19 %), l'euro (18 %) et le yuan chinois (17 %). Le service de la dette

publique (principal et intérêts) est évalué à 14,0 Md KMF (28,6 M EUR) en 2025, ce qui est équivalent à 26 % des recettes de l'Etat (hors dons). Le FMI estime la dette publique des Comores à 29,5 % du PIB en 2025 et anticipe une hausse à +32,4 % en 2026.

DJIBOUTI

Le pays sollicite le soutien financier de l'Éthiopie pour construire un dépôt pétrolier à Damerjog

Djibouti sollicite l'engagement financier de l'Éthiopie pour lancer la construction d'un dépôt pétrolier au sein du nouveau port de vrac liquide de Damerjog (DLBP), situé près de la frontière avec la Somalie. L'autorité des ports et zones franches de Djibouti (APZFD) prévoit de commencer les travaux dès le nouvel exercice budgétaire éthiopien, débutant le 8 juillet 2026. Actuellement, l'APZFD est en négociations avec l'Ethiopian Investment Holdings (EIH), fonds souverain éthiopien, qui prévoit d'investir dans une installation de stockage. Ce projet vise à renforcer la sécurité énergétique de l'Éthiopie, qui dépend aujourd'hui principalement du terminal Horizon de Doraleh pour ses importations de carburant. Avec une capacité annuelle prévue de 25 millions de tonnes et près de 2 millions de m³ de stockage, le DLBP répondrait à la forte croissance de la demande éthiopienne. Les deux pays prévoient également de relier le terminal au réseau ferroviaire Éthiopie-Djibouti par une extension de 17 kilomètres, facilitant ainsi l'acheminement des produits pétroliers vers l'Éthiopie.

ÉTHIOPIE

Echec des négociations avec les créanciers privés autour de l'Eurobond de 1 Md USD

Les détenteurs d'euro-obligations de l'Éthiopie ont rejeté la dernière proposition du pays, faisant échouer les négociations de restructuration de l'eurobond de 1 Md USD arrivé à échéance en 2024. Le gouvernement avait présenté une proposition révisée pendant les négociations ayant eu lieu entre le 6 et 27 mai, validée par les coprésidents du Comité des créanciers officiels (OCC), respectant le principe de comparabilité de traitement. Cette offre prévoyait l'émission de nouvelles obligations d'une valeur de 880 M USD, soit une décote de 12 %, avec un taux d'intérêt réduit à 4,25 % et une échéance fixée à 2029. Elle incluait également le remboursement intégral des intérêts impayés accumulés depuis 2023.

Malgré ce cadre jugé conforme aux exigences internationales par les OCC, les créanciers privés ont rejeté l'offre. L'Éthiopie a entamé sa restructuration en 2021 et a fait défaut sur son obligation en 2023, atteignant un accord préliminaire en janvier 2026. Ce blocage intensifie les pressions financières sur l'Éthiopie, confrontée à des prix du pétrole élevés et à des conditions globales tendues.

Ouverture du régime « Franco Valuta » à certains investisseurs

Le 29 mai 2026, la Banque centrale éthiopienne (NBE) a adopté, une nouvelle directive encadrant les importations sous le régime « Franco Valuta ». Désormais l'utilisation de ce dispositif est ouvert à différents acteurs (zones économiques spéciales agréées, investisseurs de la diaspora et étrangers, entreprises manufacturières et industrielles détenues par des investisseurs étrangers, projets de développement d'importance stratégique, corps diplomatique, et ONG régionales ou internationales). Toutes les opérations devront être enregistrées dans le système numérique de la banque centrale, le *Foreign Exchange Monitoring and Orchestration Unified System* (FEMoUS), permettant un suivi en temps réel des transactions. La directive fixe également des critères pour l'importation de 24 catégories de biens. À titre d'exemple, les investisseurs de la diaspora ou les Éthiopiens de retour au pays disposant d'une licence d'investissement pourront importer jusqu'à 10 000 dollars. Des sanctions administratives et judiciaires sont prévues en cas de fraude ou de fausse déclaration. En novembre 2024, le gouvernement éthiopien avait annulé le régime de Franco Valuta qui était ouvert à tout le monde et incluait tous les biens, à l'exception des véhicules thermiques et des armes.

Libéralisation du secteur logistique

Le gouvernement éthiopien a libéralisé le secteur du transit de marchandises, permettant désormais aux investisseurs étrangers d'opérer sans obligation de partenariat local. Cette décision, approuvée par l'*Ethiopian Investment Board*, abroge la réglementation de 2020 qui limitait la participation étrangère à 49 % dans des co-entreprises avec des partenaires locaux. Selon l'*Ethiopian Investment Commission*, l'ancien cadre n'avait pas réussi à attirer suffisamment d'investissements, ce qui justifie cette ouverture complète. La réforme suscite toutefois des réactions contrastées. Certains experts estiment

que le marché logistique éthiopien reste trop limité pour attirer de grands acteurs internationaux et craignent une prise de contrôle par quelques investisseurs, tandis que d'autres y voient une opportunité de modernisation et de baisse des coûts. Les autorités, notamment la *National Logistics Transformation Office*, défendent la réforme en affirmant qu'elle permettra d'améliorer l'efficacité, de réduire les délais et de renforcer la compétitivité des exportations. Ils soulignent que le manque de concurrence a contribué à l'inflation et aux inefficacités logistiques dans le pays.

KENYA

Ajustements de capital à la BAD après des défauts de souscription

Le Kenya a perdu 6715 actions à la Banque africaine de développement (BAD) après avoir manqué à son obligation de souscription annuelle, réduisant ainsi sa participation dans l'institution. Sa part est passée de 186 876 actions en 2024 à 180 161, diluant sa quote-part de 1,16 % à 1,034 %. Les actions confisquées ont été absorbées par d'autres pays membres. Chaque action de la BAD est valorisée à 1,77 M KES (13 686 USD), mais les membres s'acquittent de 6 % à la souscription, les 94 % restants étant classés en capital callable, payable uniquement si la banque fait face à des difficultés financières. La défaillance du Kenya fait suite à un défaut de paiement de 1,3 Md KES (10,05 M USD) sur sa souscription annuelle, la Banque accordant un délai de 120 jours avant toute confiscation. Les pays africains détiennent collectivement 60 % du capital de la BAD, contre 40 % pour les membres non régionaux, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la Chine et le Canada. En Afrique de l'Est, la Tanzanie a renforcé sa participation, tandis que l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud ont vu la leur reculer ; la Somalie est restée stable.

Révision de la formule de calcul des prix des carburants

L'*Energy and Petroleum Regulatory Authority* (EPRA) a modifié la formule de calcul des prix des carburants importés dans l'objectif d'améliorer la transparence et la cohérence de la tarification. Désormais, le prix applicable à une cargaison est déterminé par la moyenne des prix Platts du mois précédant la livraison (M-1), indépendamment de la date d'arrivée.

L'ancienne formule distinguait deux fenêtres au sein d'un même mois, ce qui avait donné lieu à des irrégularités par le passé. Dans le contexte actuel, cette révision introduit un décalage temporel : les cargaisons livrées fin mai et début juin seront tarifées sur la base des prix d'avril, antérieurs à la forte baisse enregistrée en mai (-20 % sur le Brent). La révision du 15 juin ne devrait donc refléter que partiellement cette détente, ce qui pourrait contraindre le gouvernement à mobiliser une subvention plus importante pour honorer l'engagement du président Ruto d'une baisse de 10 KES/litre sur le diesel. Cette décision intervient alors que l'inflation a atteint +6,7 % en mai, son plus haut depuis janvier 2024, limitant la marge de manœuvre de la Banque centrale pour de nouvelles baisses de taux.

La contraction de l'indice PMI s'accroît en mai

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En mai, le PMI du Kenya est resté en zone de contraction à 46,6 (contre 49,4 en avril), signalant la plus forte dégradation de l'activité du secteur privé depuis juillet 2024. Le recul reflète une chute marquée de la production et des nouvelles commandes, au rythme le plus rapide depuis mi-2025, dans un contexte de demande affaiblie par l'inflation et les contraintes budgétaires. La construction et les services se contractent, tandis que le manufacturier progresse légèrement. Les entreprises ont réduit les effectifs et les achats d'intrants, malgré une hausse persistante des coûts et des prix de vente.

MADAGASCAR

Approbation par la BAD d'un financement de 68 M USD visant à renforcer la gouvernance financière et la résilience économique

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 68 M USD en faveur de Madagascar dans le cadre de la phase II du Programme d'appui à la gestion financière et à la résilience économique (PAGFRE). L'enveloppe comprend deux prêts concessionnels : (i) un de 27,2 M USD du Fonds africain de développement (FAD) et (ii) un autre de 40,8 M USD de la Facilité d'appui à la transition (FAT). Cette nouvelle tranche,

en complément de la première tranche du PAGFRE qui avait été approuvée le 20 septembre 2024 pour le même montant, permet de porter l'investissement total à 136 M USD. S'appuyant sur les acquis de la première phase, qui a permis la modernisation du système fiscal et l'adoption d'une stratégie de lutte contre la corruption, ce nouvel appui vise à renforcer la compétitivité du secteur privé et à soutenir les réformes concernant la gestion des finances publiques. Ce programme prévoit en outre de soutenir l'établissement d'un régulateur indépendant de l'électricité et d'un Fonds malgache pour l'énergie durable, ainsi que la modernisation de loi sur les partenariats public-privé.

MAURICE

Les recettes publiques en hausse de +15,9 % sur FY2024/25

Mauritius Revenue Authority (MRA) a collecté 174,1 Md MUR (3,2 Md EUR) au cours de l'exercice financier 2024/25, soit une progression de +15,9 % par rapport à l'exercice précédent. Les trois premières recettes sont : (i) la TVA avec 60 Md MUR collectés (soit 1,1 Md EUR), en hausse de + 12,9 % par rapport à l'année fiscale 2023-2024, (ii) l'impôt sur les sociétés avec 29,8 Md MUR (541,3 M EUR) perçus, en hausse de + 4,7 %, et (iii) 24,7 Md MUR (449,4 M EUR) pour les droits d'accises, en augmentation de +17,0 %. La TVA a représenté 34,5 % des recettes totales collectées. Tej Kumar Gujadhur, le président du conseil d'administration de la MRA, a souligné la nécessité d'accélérer la modernisation de l'institution et de renforcer les mécanismes portant sur le recouvrement fiscal, alors que les créances impayées, incluant les pénalités et les intérêts, dépasseraient 50 Md MUR (0,9 Md EUR). La digitalisation fait partie des priorités de la MRA.

UGANDA

L'inflation augmente légèrement en mai

L'inflation a progressé pour le deuxième mois consécutif, atteignant +3,2 % en mai (après +3,0 % en avril), sous l'effet, notamment, des tensions au Moyen-Orient qui renchérissent les coûts énergétiques. L'inflation sous-jacente demeure toutefois contenue à +3,0 %, tandis que les prix des produits alimentaires n'ont augmenté que de +0,3 % sur le mois. La composante énergétique enregistre en revanche une forte accélération. En un mois, les prix de

l'essence et du diesel ont respectivement augmenté de +8,8 % et +10,6 %, portant leur hausse annuelle à +16,6 % et +21,5 %. Les prix à la pompe atteignent désormais 6619 UGX par litre pour l'essence et 6490 UGX pour le diesel. Selon les acteurs du secteur, ils pourraient dépasser le seuil de 7 000 UGX dans les prochaines semaines, même si le ministère de l'Énergie indique que les approvisionnements pour le mois de juin sont d'ores et déjà sécurisés.

RWANDA

S&P confirme la note souveraine, avec perspective stable

Le 16 mai 2025, S&P Global Ratings a confirmé les notations souveraines du Rwanda à 'B+' à long terme et 'B' à court terme, avec une perspective stable, citant une forte croissance, des institutions efficaces et une dette concessionnelle favorable, malgré des risques externes et sécuritaires élevés. La croissance du PIB a atteint +7,2 % en 2024 et +9,3 % en 2025, confirmant la vigueur de l'économie rwandaise, avec des perspectives restant supérieures à +7,0 % en moyenne entre 2025 et 2028, portées par d'importants investissements dans les infrastructures. Selon S&P, les tensions dans l'Est de la République Démocratique du Congo ont entraîné des suspensions limitées de l'aide (moins de 1 % du PIB), faisant toutefois peser des risques sur le financement si elles persistaient. Les notations restent contraintes par des déficits courants supérieurs à -10 % du PIB, une forte exposition à la dette en devises (environ 80 %) et des engagements liés à de grands projets, dont l'aéroport de Bugesera (2,6 Md USD). La dette publique devrait culminer à 74 % du PIB en 2026, les paiements d'intérêts atteignant 9,6 % des recettes. Néanmoins, la dette reste largement concessionnelle (environ 88 %), soutenue par les bailleurs multilatéraux et le FMI.

102,3 M USD alloués à la centrale hydroélectrique de Nyabarongo II en 2026/27

Le gouvernement du Rwanda a alloué 102,3 M USD (149,8 Md RWF) pour l'exercice budgétaire 2026/2027 à la centrale hydroélectrique Nyabarongo II, achevée à 70 %. Selon Rwanda Energy Group (REG), le projet est en bonne voie pour démarrer la production d'électricité d'ici fin 2027. Cette centrale de 43,5 mégawatts sur la rivière Nyabarongo est conçue pour la production d'électricité, l'irrigation de plus de 20000 hectares, l'approvisionnement en eau et le contrôle

des crues en aval. Le projet est financé dans le cadre d'un accord signé en février 2020 entre le Rwanda et la Chine, la Banque Export-Import de Chine accordant un prêt concessionnel de 214 M USD. Le coût total est estimé à plus de 345,6 M USD, dont 232,8 millions pour les travaux d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC), 103,8 M USD pour les expropriations et 7,5 M USD pour la supervision. L'entrepreneur est Sinohydro. À ce jour, 139,8 M USD ont été dépensés. Le barrage mesurera 59 mètres de hauteur, 363 mètres de longueur, avec une capacité de réservoir de 803 millions de mètres cubes.

SOUDAN

Nomination d'un gouverneur de la Banque centrale par les RSF

Le 20 mai, le gouvernement parallèle mis en place par les RSF dans les territoires sous leur contrôle, a nommé un gouverneur de la Banque centrale. Cette démarche fait suite à l'établissement d'un conseil chargé des affaires monétaires et bancaires le 10 mai (le « Conseil monétaire transitoire »). Hussein Yahia Jangool est un économiste ayant servi comme gouverneur de la Banque centrale du Soudan de février 2022 à mai 2023. Il avait été révoqué de ce poste en 2023 sous accusation de collaboration avec les RSF. Il a été rapporté la mise en circulation, par les RSF, de billets neufs portant la signature du gouverneur nommé, et dont les inscriptions indiquent une émission en mai 2022. La distribution des billets aurait été confiée à une société bancaire, « Future Bank », même société qui avait annoncé en janvier la mise en place d'une application bancaire sous son nom dans la zone.

SEYCHELLES

Approbation par le FMI d'un décaissement de 41 M USD

Le Conseil d'administration du FMI a achevé le 26 mai les consultations en lien avec l'article IV ainsi que les cinquième et sixième revues des Seychelles au titre du Fonds élargi de financement (EFF) et du Fonds pour la résilience et la durabilité (FRD), ouvrant la voie à un décaissement immédiat d'environ 41 M USD. Cet

appui vise à renforcer la stabilité macroéconomique, soutenir la croissance et accompagner les réformes liées à la résilience climatique. Le FMI souligne les performances économiques enregistrées en 2025, avec une croissance estimée à +5,1 %, portée par le tourisme, une inflation de -0,2 % à la fin 2025, une dette publique ramenée à 53,6 % du PIB et un déficit du compte courant réduit à -6,5 % du PIB. L'institution met toutefois en garde contre les risques liés au conflit au Moyen-Orient, alors qu'environ 60 % des touristes transitent par le Golfe. Dans ce contexte, la croissance devrait ralentir à +1,5 % en 2026, tandis que le déficit du compte courant pourrait se creuser à -7,8 % du PIB et l'inflation atteindre +3,1 % en fin d'année.

TANZANIE

Visite d'État de la Présidente en Russie

La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan effectue actuellement une visite d'État en Russie, qui a débuté le 3 juin et se terminera le 5 juin 2026. Il s'agit du 2nd déplacement d'un chef d'État tanzanien à Moscou depuis celui de Julius Nyerere en 1969. Si la Russie demeure un partenaire commercial marginal pour la Tanzanie, les deux pays mènent depuis plusieurs années une politique volontariste de rapprochement. Les échanges commerciaux russo-tanzaniens s'élevaient à 304 M USD en 2024/25, en hausse de +33,4 % depuis 2018/19.

Prix des carburants : légère baisse sur le sans-plomb, le diesel toujours en hausse

EWURA, l'autorité de régulation des prix des carburants, a publié ce 3 juin les nouveaux prix mensuels à la pompe. À Dar es Salaam, le prix du sans-plomb diminue très légèrement (-0,7 %) à 4086 Tsh/litre (1,57 USD), tandis que celui du diesel continue d'augmenter (+2 %) à 4333 Tsh (1,66 USD) malgré une subvention gouvernementale de 535 Tsh/litre, et que le kérosène atteint 4 685 Tsh (1,80 USD, +0,2 %). Depuis le début du conflit au Moyen-Orient en février 2026, les hausses cumulées ont atteint +47 % pour le sans-plomb, +59 % pour le diesel et +70 % pour le kérosène, faisant peser une pression croissante sur les ménages et les coûts de transport.